

Solidaires en action N° 59

Le 23 mai 2011

Fonction publique : le 31 mai, pour récupérer notre dû

Gaz, électricité, transports, produits de première nécessité, loyers... la hausse des prix est réelle et chacun-e constate que les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Les retraité-e-s et les chômeurs/ses perdent de plus en plus de pouvoir d'achat, le gouvernement n'octroyant que de très faibles revalorisations. Le patronat, que ce soit dans les entreprises publiques ou privées refuse de véritables augmentations lors des négociations salariales.

Dans la Fonction publique, de négociations salariales, il n'en a pas été question, un simple rendez-vous avec les organisations syndicales a été organisé où le ministre a confirmé sa politique de rigueur (gel du point d'indice), a défendu sa politique d'individualisation des rémunérations et a osé prétendre que les personnels de la Fonction publique avaient vu leur pouvoir d'achat augmenter. **Solidaires dénonce ce discours mensonger et rappelle que les personnels ont perdu plus de 10% de rémunération sur 10 ans.**

Des véritables négociations salariales doivent s'ouvrir et déboucher sur des mesures de rattrapage, une progression du point d'indice permettant a minima de compenser l'inflation réelle et une reconnaissance pécuniaire par l'administration pour préjudices subis par les personnels pour cause de restructuration, fusion, dégradations des conditions de travail, suppressions massives de postes...

De multiples grèves ont lieu ou se sont déroulées dans de nombreuses entreprises. Comme les salarié-e-s du privé, et avec eux, les personnels de la Fonction publique doivent agir. Le 31 mai, Solidaires appelle à multiplier les initiatives et déposera un préavis de grève rappelant que nous agissons également pour l'arrêt des suppressions de poste, de meilleures conditions de travail et un service public de qualité, un véritable plan de titularisation des agents contractuels. **Continuons à signer la pétition intersyndicale ! Multiplions les actions locales et sectorielles ! Mettons nous en grève et manifestons !**

D'ailleurs nous sommes d'ici : dans la rue le 28 mai !

*Le collectif national D'ailleurs nous sommes d'ici mène depuis plusieurs mois une campagne contre le racisme, contre la politique d'immigration du gouvernement, pour la régularisation des sans-papiers, dont le point d'orgue sont les **manifestations nationales partout en France le samedi 28 mai 2011**. Notre objectif est de créer un mouvement en profondeur contre les atteintes aux droits fondamentaux des étrangers, contre l'idéologie raciste et xénophobe qui gangrène le climat social et politique. Notre volonté est de donner force et cohérence aux luttes existantes depuis des années sur ces questions.*

Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 était créé, pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement. Depuis, des dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris dans un pays en guerre comme l'Afghanistan. Voulu par le chef de l'Etat, mise en œuvre par ses gouvernements successifs, le ministère de l'Intérieur aujourd'hui, et soutenue par l'UMP et ses alliés à l'Assemblée, cette politique est inacceptable car elle viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. A cela se sont ajoutés les effets désastreux du pseudo-débat sur l'identité nationale puis la chasse aux Roms.

Pour que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux, menace gravement le droit d'asile et ruine l'existence des personnes étrangères visées, nous appelons à une **manifestation nationale et unitaire le 28 mai, date anniversaire de la création du ministère de l'Immigration qui perdure aujourd'hui sous une autre forme. Nous exigeons sa suppression, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.**



Sans papiers : régularisation pour mettre fin à l'hypocrisie !

Les travailleurs/ses sans papiers s'apprêtent cette année encore à déclarer leurs revenus à l'administration fiscale. Ainsi, ils/elles remplissent un « devoir citoyen », en acceptent les obligations et exigent en retour que leur participation active à l'économie française et à la vie sociale soit reconnue. Bien conscient-e-s de commettre un délit de solidarité, des militant-e-s des organisations membres de la campagne « **Non au racket sur les cotisations sociales, non à l'injustice fiscale** » (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Droits Devant !!, SUD Travail, Solidaires, CSP 17ème...) tiendront des permanences fiscales militantes à Paris les 25 et 26 mai, afin d'aider les sans papiers à remplir leurs obligations déclaratives.

Manifestation nationale des cheminot-e-s, le 16 juin

Jeudi 16 juin, les fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail, CFDT organisent une manifestation nationale des cheminot-e-s. Le service public, les règles sociales dans le secteur ferroviaire, l'avenir du fret ferroviaire sont les thèmes mis en avant dans l'appel unitaire.

S'inscrivant dans la démarche unitaire, la fédération SUD-Rail porte trois exigences :

- ⇒ une **convention collective nationale applicable à tous les travailleurs/ses du rail** (entreprises ferroviaires privées, restauration ferroviaire, nettoyage ferroviaire, etc.) et basée sur le Statut de cheminot-e SNCF qu'il faut renforcer,
- ⇒ des moyens financiers et humains pour **un service public ferroviaire unifié (Voyageurs et Fret) au sein d'une même entreprise**,
- ⇒ la **priorité au fret ferroviaire** à la place du transport routier.

Et puis, il y a aussi les revendications qui restent à satisfaire dans bien des domaines : salaires, effectifs, conditions de travail, sécurité, formation, égalité des droits, etc. Plein de bonnes raisons pour tous les travailleurs/ses du rail de manifester le 16 juin.



L'Express : 6 millions aux actionnaires... Et les salarié-e-s ?

Lors du dernier Comité d'Entreprise, les élus du SNJ ont demandé la réouverture de la négociation salariale, suite à la pétition signée par 300 salarié-e-s et soutenue par le SNJ, FO et SUD. Une revendication d'autant plus légitime que Roularta Media Group va distribuer 6 millions d'euros à ses actionnaires. La direction a refusé, renvoyant aux résultats des négociations sur l'intéressement et sur la création d'un Plan d'épargne retraite collectif (PERCO), qui, selon elle, « récompenseront » les efforts des salarié-e-s.

Cela ne peut constituer une réponse sérieuse au problème de la perte de pouvoir d'achat. D'abord parce que l'intéressement est aléatoire et qu'il a des effets pervers : les résultats qui le déterminent sont améliorés... par la compression de la masse salariale. Ensuite, parce que faire miroiter un Perco, c'est escamoter un principe de base : **le meilleur garant pour nos retraites de demain, c'est le bon niveau de nos salaires d'aujourd'hui !**

Même si l'intéressement et le Perco ne peuvent en aucun cas satisfaire notre demande d'une politique salariale fondée sur de vraies augmentations collectives, le SNJ, soutenu par FO et SUD, continuera de se battre pour défendre les intérêts des salarié-e-s au cours des négociations concernant ces deux dispositifs. La direction proposait de reconduire l'ancien accord d'intéressement, caduc depuis 2009, en modifiant légèrement la base de calcul du montant global. Les premières discussions ont déjà permis au SNJ d'avancer des propositions qui peuvent améliorer de manière significative l'ancien accord :

- **Une même somme pour tous.** En CDI, en CDD ou pigistes, seul le temps de présence dans l'entreprise doit compter, car les résultats sont le fruit d'un travail collectif. Il n'y a pas de raison que les hauts salaires soient favorisés.
- **Droits égaux.** La direction proposait que les pigistes touchent de l'intéressement s'ils gagnent au moins 7 000 euros sur une année. Une mesure discriminatoire puisque cette condition de salaire minimal n'est pas demandée aux autres catégories de salarié-e-s...
- **Abaissement du seuil de déclenchement de l'intéressement** pour permettre d'en toucher plus souvent. En outre, et c'est une demande partagée aussi par la CGT et de la CFDT, il est demandé le triplement du pourcentage du montant redistribuable aux salarié-e-s.

En Saône et Loire aussi, nous défendons l'hôpital public !

En Saône et Loire comme ailleurs, la loi Bachelot (« hôpital patients santé territoires ») fait des dégâts. **Les centres hospitaliers du Creusot et de Montceau les mines sont directement menacés.** Solidaires 71 travaille à l'unité des forces qui s'opposent à ce nouveau méfait gouvernemental : personnels des hôpitaux, usagers, élu-e-s locaux. **C'est un combat syndical interprofessionnel : celui des salarié-e-s des centres hospitaliers et celui pour le droit à la santé pour tous et toutes.** Sur l'ensemble du territoire nous avons besoin de services publics de proximité !

Conseil Général 93 : mobilisation historique à la DSI

Mardi 17 mai, la Direction des Systèmes d'Information (DSI) du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis (CG93) était en grève. Le déclencheur de ce mouvement a été le non renouvellement du contrat d'un contractuel (adhérent de SUD Collectivités Territoriales CG93), dans des conditions qui ont choqué (voir Solidaires en action n°58).

Mais d'autres revendications se sont rapidement ajoutées car cette situation est apparue comme le résultat des méthodes d'une partie de l'encadrement. **Une pétition réclamant la réintégration du collègue et un changement des méthodes de management a recueilli 132 signatures, pour un effectif de la DSI de 140 personnes environ.** L'unité syndicale s'est faite facilement au sein de la DSI, la CGT et la FSU s'associant au mouvement initié par SUD. Le taux de grévistes le 17 mai était très élevé. Il est difficile de donner un taux précis, car certains avaient posé des RTT ou des congés pour se joindre au mouvement, par exemple. L'avis unanime est que la mobilisation est sans précédent. **De nombreux agents faisaient grève pour la première fois de leur vie.**

Nous étions ainsi plus de 70 pour envahir le 3ème étage de l'Hôtel du Département, celui des élu-e-s. Deux rencontres avec des élus ont été obtenues par cette action : la première avec Bally Bagayoko (vice-président en charge des nouvelles technologies) et Azzedine Taïbi ; la seconde avec Frédéric Molossi (président de la Commission Technique Paritaire et du Comité Hygiène et Sécurité, en charge des relations sociales) et Philippe Yvin (directeur général des services). **Pour chacune, nous avons imposé que ce soit une rencontre en Assemblée générale, devant l'ensemble des collègues mobilisé-e-s,** et non pas en délégation restreinte comme demandé par le directeur de cabinet. Nous avons obtenu l'engagement d'un réexamen du dossier du collègue avant la fin de la semaine et un calendrier de travail pour examiner l'ensemble des revendications.

Après la deuxième réunion, les personnels sont restés en AG et ont décidé de redéposer immédiatement un préavis de grève pour mardi 24, au cas où les réponses ne nous satisfaisaient pas, de faire lundi 23 une nouvelle heure d'information syndicale, de rédiger et distribuer un nouveau tract. Des premiers résultats concrets ne se sont pas fait attendre. **Un poste dans une autre direction a été proposé au collègue.** Mais le contrat ne serait que d'un an, alors que nous avions exigé un contrat de 3 ans. Une première réunion sur les difficultés relatives au mode de management doit avoir lieu début juin, avec le Directeur général adjoint. C'est en assemblée générale que les agents de la DSI du CG93 décideront des suites du mouvement. D'ores et déjà, il a marqué les esprits et fait comprendre à beaucoup d'agents que la solidarité paye.

AFPA : grève nationale unitaire le 23 juin

Assez de chaos, de mépris, de pressions. Unissons nos forces pour que l'AFPA revive Le 23 juin, tous en grève et tous à Paris ! Voilà l'appel lancé par les syndicats CGT, CFDT, SUD/Solidaires, CGC, CFTC de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes.

Le Directeur Général et ses adjoints ne veulent pas de notre AFPA. Jour après jour, ils la déstabilisent. Ils organisent la faillite de l'Association ! Leur politique salariale ? Une insulte pour le personnel ! La politique de l'emploi ? **En un an, 2 000 emplois supprimés, un bond en avant du travail précaire.** Les conditions de travail ? Un scénario type France Télécom est en train de prendre forme. Leur méthode de management ? **Le mépris, les pressions et la peur.**

L'AFPA a gardé son sigle, mais elle est en train de perdre sa substance. L'accueil des stagiaires ? Il est totalement désorganisé. L'activité ? Elle est en baisse, parfois en chute libre. Les chiffres affichés par la direction : entre opacité, incohérences et variations incompréhensibles, que croire ? Les usagers ? Pendant plus de 60 ans, l'AFPA a été pour eux l'instrument de la réussite et de la dignité retrouvée. A présent, **ils ont de plus en plus souvent droit à un service au rabais.**

Si les salarié-e-s ne portaient pas l'avenir de l'Association, s'ils ne compensaient pas tous les jours les effets désastreux de décisions calamiteuses, il y a longtemps que l'AFPA se serait effondrée ! La direction générale crée toutes les conditions pour que l'AFPA ne fonctionne plus... Aujourd'hui, la crise prend une telle ampleur, qu'elle atteint la direction générale elle-même. Le DRH ? En partance ! Le Directeur financier ? Mis au placard ! Le Directeur d'Office ? Il va encore changer, pour la troisième fois cette année ! Ils prétendent transformer l'AFPA en usine à faire du chiffre : ils sont en train d'en faire une usine à gaz vouée à mettre la clef sous la porte !

... Grève, centres morts et manifestation à Paris le 23 juin ! La gravité de la situation amène les organisations syndicales nationales CGT, CFDT, SUD/Solidaires, CFE-CGC et CFTC à envisager que la mobilisation débouche sur une reconduction de l'action et de la grève après le 23 juin.

Michelin : pour une autre répartition des richesses, là aussi

Les augmentations chez Michelin : **+ 505% pour le patron, + 78% pour les actionnaires, ... + 1,4% pour les salarié-e-s.** C'est contre ce scandale si courant dans les entreprises et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils/elles produisent que les salarié-e-s de Michelin ont cessé le travail le 13 mai, jour de l'assemblée générale des actionnaires.



Santé et social : osons dire non !

Dans un mépris total, les salarié-e-s de l'ensemble du secteur sanitaire, médico-social et social subissent un peu plus chaque jour la dégradation de leurs conditions de travail, les manques d'effectifs, la flexibilité accrue, la précarité avec remises en cause des statuts et des conventions collectives et l'individualisation des salaires dits « au mérite ». L'origine des attaques : Les salarié-e-s des secteurs sanitaire, médicosocial et social subissent les conséquences des choix politiques du gouvernement sur la protection sociale en général et la Sécurité Sociale en particulier.

Cela entraîne une dégradation des conditions de travail par la compression des effectifs, les non remplacements, la déqualification des plateaux techniques. Cette réduction des coûts et cette mise en concurrence des établissements s'accompagnent de restructurations, de fermetures, de licenciements, et préparent la marchandisation de ces secteurs. L'outil central de cette manœuvre est la loi HPST (hôpital, patients, santé, territoires). Cette loi adoptée en 2009 contient toutes les dispositions à même de détruire notre système de santé et médico-social public et associatif en basculant le maximum d'activités hospitalières et médicosociales rentables vers le secteur lucratif. C'est le rôle dévolu aux Agences Régionales de Santé (ARS) directement sous la coupe du ministère, qui ont tout pouvoir sur les établissements.

Malgré plusieurs luttes contre cette politique, le gouvernement sourd aux revendications légitimes des salarié-e-s et des populations, poursuit la mise en œuvre du programme du Medef, accentuant la casse de la protection sociale (retraite, assurance maladie, dépendance, etc.) et la destruction du secteur public et non lucratif. Il est de la responsabilité des organisations syndicales des salarié-e-s du sanitaire et du social d'organiser les résistances, soutenir les luttes et entraîner un large mouvement unitaire autour d'une idée simple : **Osons dire non ! Dire non aux sous effectifs qui conduisent à la maltraitance institutionnelle, aux rappels téléphoniques à domicile, à la restriction de la liberté de parole, aux bas salaires et à l'individualisation des rémunérations, à la précarité dans l'ensemble des secteurs, aux pertes du droit aux congés. Le refus de se taire, le droit de ne plus subir doit être collectif. Oser dire non tous les jours c'est imposer un changement de politique dans nos établissements.**

Expulsions : quand un maire PCF rencontre un préfet UMP

9 mois après une première expulsion violente, les expulsé-e-s de la barre Balzac à La Courneuve (93) sont à nouveau dans la rue. Une vingtaine de ménages français ou ayant un titre de séjour ont été relogés, ou sont sur le point de l'être. 10 personnes ont été régularisées. Mais les autres restent sans solution. Depuis lundi 18 avril, une grande partie des familles expulsées dort à nouveau sur le trottoir. C'est une conséquence des coupes budgétaires brutales décidées par l'État sur le budget d'accueil des sans logis, notamment en île de France. A Paris 2000 places d'hôtels ne sont plus financées par l'État (-25% depuis fin mars), dans le 93, le dispositif a été amputé de la moitié... Cet été sera dur pour les sans toit, d'autant plus que les expulsions locatives ont commencé, y compris de familles « prioritaires DALO », que l'état doit pourtant reloger.

Le maire PCF, après avoir distribué à la population un tract désapprouvant la lutte des familles expulsées, après avoir refusé de mettre à leur disposition de l'eau et des sanitaires (comme pourtant la loi l'y oblige), publie un arrêté d'évacuation dans les 24h pour cause de « trouble manifeste à l'ordre public », demandant à la Préfecture de l'exécuter. Les familles sont menacées à tout moment d'être évacuées par la force. Parmi elles, beaucoup de très jeunes enfants et même un bébé d'une dizaine de jours... Les expulsé-e-s ont saisi le tribunal en référé-liberté pour demander au Préfet de reprendre les hébergements. L'audience se tiendra mercredi prochain, au Tribunal administratif de Montreuil. Pourquoi la Mairie n'a-t-elle pas attendu la décision du Tribunal ? D'autres Mairies mettent en place des solutions pour pallier à la grave déficience de l'État en matière d'hébergement et de logement, comme à Saint Denis où le Maire a pris un arrêté de réquisition sur un immeuble de la Poste, à Paris avec les jeunes migrants Tunisiens, ou à Choisy le roi pour des Roms... La municipalité doit annuler cet arrêté et agir dans le sens de la solidarité et du respect des droits fondamentaux, valeurs qu'ils prétendent mettre au cœur de leur engagement politique ! L'Union syndicale Solidaires, avec l'ensemble des organisations du comité de soutien, mettra tout en œuvre pour exiger un relogement digne et durable de l'ensemble des familles.

Le Havre : des milliers de manifestant-e-s contre le G8

Près de 10 000 personnes ont manifesté au Havre, le samedi 21 mai ; L'Union syndicale Solidaires y était la force syndicale la plus représentée (CNT, CGT, FSU manifestaient aussi). Le lendemain, un forum rassemblait un demi-millier de participant-e-s, avec une dimension internationale très forte. Depuis des semaines, le gouvernement déployait une invraisemblable stratégie de tension dans toute la région, annonçant un grand péril pour les populations locales à l'occasion de ce contre-sommet : la réussite des initiatives de ce week-end illustre l'absence de crédibilité de cette campagne de désinformation. Certes, la déconnection entre le contre-sommet et le G8 réel (qui se tient durant la semaine et à Deauville), un essoufflement aussi du mouvement altermondialiste au plan international, font que nous ne sommes pas dans des mobilisations aussi puissantes qu'au début des années 2000 (Nice, Gênes, etc.) ; mais **là non plus, nous ne lâchons rien !**